

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1491 DU JEUDI 27 JANVIER 2022 • 29ÈME ANNÉE • PRIX : 3000 FG • ZONE CEFA : 500

Composition du CNT

P.3



**L'ANAD crie à « l'injustice »,
le RPG/AEC et alliés jubilent !**

Budget 2022

P.3

Il s'élève à plus de 26 mille milliards de francs guinéens (Premier ministre)

Dr Ousmane Kaba, président du PADES

« Ce sont les réseaux sociaux qui enflamment les choses... »

P.4

CAN Après l'élimination du Syli, Kaba se console

« On est une équipe jeune, on apprend »

P.09



P.2

Présidentielle de 2010

Lansana Kouyaté déballe ses échanges avec la coordination mandingue...

Présidentielle de 2010

Lansana Kouyaté déballe ses échanges avec la coordination mandingue

Invité par nos confrères de FIM FM, le lundi 17 janvier 2022, le président du parti PEDN, s'est exprimé sur ce qui s'est passé pendant les élections de 2010. Lansana Kouyaté accuse la coordination Mandingue de l'avoir tordu le bras pour laisser la place à Alpha Condé. Lisez !



« Toutes les coordinations ont essayé de tordre le bras à tous les candidats. Moi je suis venu, je venais de créer un parti. El hadj Nanfori était le président de la coordination mandingue. On m'a appelé et je suis venu, c'était à la manière. On me demande : "on t'a appelé parce que tu as un programme avec ton grand frère", je dis lequel ? Il dit : Alpha Condé. Je dis-moi, un programme avec Alpha

Condé ? Il dit : oui, on veut que vous arrangez. J'ai dit : arranger quoi ? Vous m'avez entendu parler de lui, l'insulté ou faire quoi que ce soit ? Il dit non !

Je dis : dites-moi la vérité, dans le mandingue que je connais, les pères que vous êtes, même si je suis plus âgé que certains d'entre vous ici, vous devenez mes pères. Vous ne devez pas avoir peur de me dire la vérité. Si vous ne me le dites pas, moi, je vais vous le dire. Pourquoi vous m'avez amené ici ? C'est pour me dire de laisser Alpha seul Candidat ? Je peux vous étonner en vous disant n'ouvrez pas une porte qui n'est pas fermée. Je fixe des conditions et j'en tire une conséquence. Si vous me dites aujourd'hui de renoncer à ma candidature, pendant que je ne suis même pas candidat d'abord, j'ai dit : appeler tous ceux qui sont du mandingue, demander les la même chose. Moi j'ai trouvé des partis politiques bien fixés, appelez-nous tous, si tout le monde dit oui, on se retire, c'est la condition. (...)

La conséquence c'est quoi ? Si les autres trois régions naturelles présentent plusieurs candidats, alors c'est les malinkés qui seront perçus comme des racistes. J'ai dit : on est d'accord sur ça ? Ils disent, oui ! J'ai dit : tous vos enfants sont vos enfants et vous les soutenez également, on est d'accord ? Ils disent oui ! C'est en ce moment que le président de

séance El hadj Nanfori a pris la parole pour dire, laissons tous nos enfants partir, c'est lui qui viendra avant, les autres s'aligneront derrière. Nous quittons. (...)

Nous sommes en pleine campagne, arriver à Kissidougou mes agents de sécurités m'envoie une lettre adressée par la coordination, adressée à tout

le mandingue et au-delà même pour dire qu'Alpha est leur seul candidat. J'étais en pleine campagne. J'ai dit : garder la lettre. Faites une copie pour moi. Et on a continué la campagne. C'est au retour à Conakry, ils viennent me dire : bon, ce qu'on a dit est arrivé et on ne t'entend pas. Comme j'étais le dernier à venir au RPG/Arc-en-ciel, il y en a qui m'appelaient de la Haute Guinée pour me dire : si on a une attaque directe, c'est toi.

J'ai dit : qu'est-ce qu'on a dit ? On dit : Ah ! Ce lui qui vient le premier les autres vont le suivre. J'ai dit : ça, c'est passé, vous avez trahi votre engagement, et j'ai sorti la lettre signée de deux hautes personnalités de la coordination, ils étaient tous présents. J'ai demandé : ce n'est pas vous qui aviez signé ça ? Ils ont dit : oui ! J'ai dit : bon, vous avez cassé l'accord avant même qu'il ne commence à être appliqué.

Ils me disent : dans le mandingue, les pères ont raison sur les fils, mais le fils peut avoir raison sur les pères aussi, ça

c'est le mandingue, c'est la tradition. Un jour on te dira pourquoi on l'a fait. J'ai dit : vous me le dites maintenant ou vous me laissez, vous dire ce que vous allez me dire. Vous allez me dire que vous avez consulté les joueurs de cauris du mandingue, ils ont dit que c'est Alpha qui va gagner. Vous avez consulté les marabouts du mandingue pour vous dire que c'est Alpha qui va gagner, j'ai cité, cité, cité...etc. J'ai dit : si vous avez fait tout ça, pourquoi vous êtes ici ? Les "maninka mori" ont parlé, les "maninka cauris" ont parlé, les "maninka" de ceci ont parlé, qu'est-ce que vous venez chercher ici ? Si vous avez confiance à ça ? Vous n'avez plus besoin de venir ici, vous n'avez plus à vous inquiéter de quoi que ce soit. Pourquoi cette pression ? Je suis iconoclaste...mais je crois à une chose, c'est la sincérité qu'on a, quand on l'exprime, il faut que vous soyez en adéquation avec votre conscience ».

Alpha Amadou Diallo

Mines

Le président de la transition ordonne l'arrêt de l'octroi de nouveaux permis

A l'occasion de la session ordinaire du Conseil des Ministres tenue jeudi 20 janvier 2022, le président de la transition a instruit au ministre des Mines Moussa Magassouba d'arrêter l'octroi de permis miniers.

Pour le colonel Mamadi Doumbouya, cette interdiction intervient dans le cadre de la mise en place d'un moratoire qui permettra à normaliser le secteur des mines. « Dans le domaine des Mines, le Président de la Transition a exigé l'arrêt de l'octroi de nouveaux permis miniers en attendant la restructuration de la Commission minière en



charge de les délivrer. Même instruction concernant la délivrance de licences de pêche soumise à un moratoire qui sera maintenu », a fait savoir le porte-parole du gouvernement Ousmane Gaoual Diallo.

Il faut rappeler que plus de 14 sociétés minières sont

installées dans la zone de Boké, sans compter celles qui exploitent frauduleusement. Ce qui continue de provoquer la sécheresse et le changement climatique dans cette zone.

Amadou Tidiane Diallo

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26 68
Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalga1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site www.kefinafasso.com

Composition du CNT

L'ANAD crie à « l'injustice », le RPG/AEC et alliés jubilent !

Le président de la Transition a publié par décret, le samedi 22 janvier dernier, la liste des 81 membres du Conseil national de la transition (CNT). Sur les 15 places réservées aux partis politiques, l'ANAD à laquelle l'UFDG appartient, n'a obtenu qu'un siège, là où, le RPG/AEC et ses alliés entrent avec trois places.



Au sortir d'une plénière tenue le lundi 24 janvier, l'UFDG et Cie dénoncent une « injustice ». Le parti de Cellou

Dalein Diallo et compagnons, mis dans une mauvaise posture, manifestent publiquement leur

insatisfaction. « Nous ne sommes pas satisfaits de la composition du CNT. L'ANAD qui est la plus grande coalition

du pays n'a qu'un seul représentant, alors que le RPG qui ne devrait même pas participer, naturellement à ce débat à cause du rôle joué dans la question de la Constitution, se retrouve avec trois ou quatre [représentants]. Et ça, nous ne sommes pas satisfaits. L'ANAD va se prononcer sur cette question-là du fait que nous sommes moins représentés », réagit Kéamou Bogola Haba, porte-parole de l'ANAD, rappelant que « dans l'exercice de procéder à une répartition juste et équitable des 15 sièges attribués aux partis politiques, les coalitions des partis avait concédé 4 sièges à l'ANAD compte tenu du nombre de partis qui la composent, 24 au total, et surtout de son poids électoral. C'est bien cette répartition, largement consensuelle, qui a été déposée au MATD le 25 novembre 2021 ».

L'ANAD s'interroge même si des « mains noires » visant à la déstabiliser ne seraient pas derrière cette composition. De plus en plus, la nature s'éclaircit, le doute sur la sincérité de certains proches du colonel Mamadi Doumbouya, envahisse petit à petit le principal parti d'opposition du régime Condé. En témoigne les récentes sorties médiatiques et sur les réseaux sociaux, des

responsables et militants de l'UFDG.

Cependant, au RPG/AEC, l'heure est à la réjouissance. Dans un communiqué qu'il s'est fendu en début de semaine, l'ancienne mouvance présidentielle dit avoir pris acte de la composition du CNT.

« Le RPG arc en ciel et ses alliés prennent acte du décret nommant leurs représentants du conseil national de transition et profitent de cette occasion pour féliciter l'ensemble des acteurs et actrices qui auront désormais la charge d'animer ce cadre législatif nécessaire à la conduite de la transition en cours. Le RPG arc en ciel et ses alliés mesurent « la portée des enjeux et réitèrent leur pleine disponibilité à y contribuer activement, dans un esprit de dialogue, de paix et de construction institutionnelle de la démocratie », note ledit communiqué.

Il faut rappeler que depuis la publication de cette liste et la nomination au même moment de l'exécutif de cet organe législatif de la transition, les citoyens réagissent diversement. Parmi ces réactions, des propos hostiles à la junte. Avec toutes ces bisbilles, nous tendons vers des lendemains incertains.

Sadjo Diallo

Budget 2022

Il s'élève à plus de 26 mille milliards de francs guinéens (Premier ministre)

Dans une interview accordée à certains médias locaux, le dimanche 23 janvier 2022, le Premier ministre révèle que le budget de son gouvernement pour l'année 2022 s'élève à 26 mille milliards de francs guinéens.

Malgré que le chef du gouvernement reconnaisse qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses de l'Etat, Mohamed Beavogui rassure tout de même que l'année 2022 sera mouvementée. « Le principal arbitrage, c'est de répondre aux priorités de la Guinée sans argent. Mais nous avons travaillé. Nous avons quand même projeté des recettes sur l'année 2022 sur le niveau de 26 mille milliards de francs guinéens, donc avec des dépenses projetées pour 30 mille milliards de francs guinéens. Ce qui fait à peu près un déficit de 4 mille milliards que nous comptons boucher sur la base de bon du trésor et d'obligation. Aujourd'hui dans les conditions du COVID-19, il n'y a pratiquement pas de pays qui respectent ses 3 pour cent, mais nous voulons respecter

la déontologie de la gestion financière le mieux que possible. Mais ce sont des objectifs difficiles », reconnaît le locataire du palais de la colombe.

Pour combler ce gap, le Premier ministre compte user de tous les moyens sans toucher les contrats des partenaires techniques et financiers. « Nous, nous voulons avoir un regard un peu optimiste si c'est raisonnable. C'est pour cela que nous parlons d'un budget de vérité. La première des choses au niveau des recettes vous devez savoir que nous avons accéléré la modernisation du système des collectes des recettes fiscales. Nous allons travailler aussi sur l'élargissement sans pression de la recette fiscale. Aujourd'hui personne ne paie son impôt. Depuis trois ans le

mécanisme de paiement des impôts fonciers a été transféré à la présidence de la République. Plusieurs Guinéens essaient de payer leurs impôts fonciers qui ne coutent rien. 50 mille, 20 mille ou 30 mille mais mis ensemble c'est beaucoup d'argent. Nous allons remettre ça en place petit à petit. Nous allons regarder sans toucher les contrats que nous avons avec les partenaires, qu'ils soient de l'industrie, des mines etc... Nous voulons tout simplement qu'on nous paye ce qu'on nous doit. Si on nous paie ce qu'on nous doit la situation sera différente sans toucher aucun contrat. L'économie guinéenne c'est les mines et l'agriculture. Après le reste c'est le commerce et service. Donc en regardant ces différents secteurs et en évaluant proprement, vous verrez qu'il



est bien possible d'avoir ces recettes de 26 mille milliards si nous travaillons

correctement », a-t-il conclu.

Amadou Tidiane Diallo

CNT

Voici la liste des 81 membres l'organe...

Six mois après le coup d'État renversant Alpha Condé au pouvoir, le président de la Transition a procédé à l'ameublement du Conseil National de la Transition (CNT). Les 81 membres ont été nommés, ce samedi 23 janvier 2022, à travers un décret lu à la télévision nationale. C'est le président du Conseil national des organisations de la société civile (CNOSCG), Dr Dansa Kourouma qui présidera l'organe. Il a comme 1ère vice-présidente : Mme Maimouna Yombouno et 2è vice-président: Elhadj Sény Faciné Sylla.

Ci-dessous la liste des 81 membres du CNT

A) Partis Politiques

1-M. Aboubacar Sidiki Cissé, MPDG
2-Madame Sény Kpanamou, Bloc Libéral
3-M. Mamadou Fadjia Baldé, UFDG
4-M. Aboubacar Koly Kourouma, GRUP,
5-M. Sayon Mara, RPG arc en ciel
6-M. Bangaly Younoussa Kourouma, RRD
7-M. Mohamed Victor Bangoura, UDRG
8-M. Mamadou Bailo Diallo, UPR,
9-Mme Fingui Camara, PEDN
10-M. Mohamed Kaba, PADES
11-Mme Aminata Bah, PACT
12-Madame Fatoumata Diallo, ADC BOC,
13-M. Sény Camara, PUP,
14-M. Ahmed Tidiane Sylla UFR,
15-M. Aissata Camara, FAN
B- Les faitières des organisations de la Société civile
16- Aissata Mariama Soumah
17- Ismael Kabassy Samoura
18- Dr Dansa Kourouma
19- Salia Camara
20- Elhadj Mamadi Keïta
21- Dr Alpha Abdoulaye DIALLO
22- Sékou Doré
C) les centrales syndicales
23- Yamoussa Touré
24- Hawa Bangoura
25- Mahmoudia Séné
26- Aboubacar Sidiki Mara
27- Mariame Touré
D) Les organisations patronales
28- Elhadj Mansa Moussa Sidibé
29- Abdoulaye Dima Dabo
30- Ismael Kong
E) Les forces de défense et de sécurité

31- Général deuxième section Amadou Kaba, état-major général des armées
32- Général deuxième section Abdoulaye Keïta, ministère de la défense nationale
33- Général deuxième section Pépé Sagno, état-major armée de terre
34- Colonel Laye Nanfanta Condé, gendarmerie nationale
35- Colonel Lamine Diallo, état-major l'armée de mer
36- Colonel Maimouna Sidibé, direction nationale de la Douane
37- Capitaine de vaisseau à la retraite Amadou Sow, état-major de l'armée de l'air
38 - Commissaire divisionnaire, André Bangoura,
39- adjudant chef Mama Saliou Béavogui, conservateurs de la nature
F) Les organisations de défense des droits de l'Homme
40- Mory Dounoh
41- Fatoumata Lamarana Bah
G) Les organisations des Guinéens de l'étranger
42- Dominique Kpoghomou
43- Tiguidanké Traoré
44- Mohamed Naby Sylla
45- Abdoul Kaba
46- Aicha Diané
G) Les organisations de femmes
47- Fatoumata Yebé Bah
48- Saran Traoré
49- Djakasse Lima Yom
H) Les organisations de jeunesse
50- Hamidou Camara
51- Mamadi Fonfo Camara
52- Bademba Baldé
53- Fanta Conté
54- Maimouna Barry
I) Les Organisations culturelles
55- Gouamou Fabara Koné

56- Mamadou Lamine Diallo
J) Les confessions religieuses
57- Mgr Jacques Boston
58- Elhadj Seny Facinet Sylla
K) Le secteur informel et métier
59- Bangaly Chérif
60- Fatou Holo Kaba
L-Les Organisations paysannes
61-M. Gilbert Andega Camara,
62-Madame M'Mah Hawa Soumano Tounkara,
M-Les sages des region
63-Elhadj Amadou Togba
64-M. Mohamed Lamine Bangoura
N-Les Personnes vivant avec handicap
65-M. Kabinet Camara
66-Madame Massoud Barry
O-Les organisations socioprofessionnelles
67-Maître Mohamed Traoré
68-Pr. Hassane Haba
69-Dr. Hawa Diakité
P-Les chambres consulaires
70-Dr. Lansana Fofana,
71-Dr. Lounsény Chérif
Q-Les organisations de Presse
72-Madame Asmaou Barry
73-M. Yamoussa Sidibé
L-Les personnes ressources
74-M. Mamadi Kaba,
75-M. Mohamed Aly Thiam
76-M. Sorel Keita
77-M. Aliou Badra Thiam
78-Madame Fatima Camara
79-Elhadj Abdoul Karim Dioubaté
80-M. Jean Paul Kantabadouno
81-Madame Maimouna Yombouno
Créé le Samedi 22 janvier 2022

Dr Ousmane Kaba, président du PADES

« Ce sont les réseaux sociaux qui enflamment les choses... »

Après la création du CPP, une nouvelle organisation politique voit le jour en Guinée, il s'agit des forums des partis politiques (FPP) regroupant le COPED et les partis issus de la branche politique du FNDC. Ces deux coalitions ont décidé de prendre leur distance du CPP. Le président du parti PADES membre dudit forum, joint par téléphone le vendredi, 21 janvier 2022, par un de nos reporters est revenu sur les raisons de la création de cette nouvelle entité politique.



« C'est parce qu'on ne s'est pas entendu dans le cadre du CPP, et comme ils ont fait le forcing, ils ont pris Cellou Dalein Diallo Comme porte-parole, les autres qui n'étaient pas content se sont retrouvés, donc on a créé cette fois-ci avec un nom approprié Forum des partis politiques (FPP) pour bien montrer qu'il ne s'agit pas d'un parti politique, il s'agit simplement d'une force de proposition », a souligné Ousmane Kaba.

Pour bon nombre d'observateurs ce nouveau forum risque d'affaiblir la classe politique. Le président du PADES quant à lui voit le contraire. « au Mali vous avez cinq plates-formes de cette nature, donc si on a deux en Guinée, ce n'est pas une mauvaise chose peut-être même on aura 3 ou 4 plates-formes, ce n'est pas

grave en soit. C'est une simple question d'incompréhension. Nous, nous estimons que ça doit être une structure sans tête, sans président, sans porte-parolat fixe. Eux ils estiment le contraire, je pense qu'il ne faut pas voir d'une manière dramatique comme un antagonisme. Vous savez ce sont les réseaux sociaux qui enflamment les choses qui ne sont à enflammer », a-t-il indiqué.

A la question de savoir si ces deux entités politiques pourraient ainsi travailler ensemble Dr Ousmane Kaba répond : « ça ne nous empêche pas de nous concerter, de nous parler et même de nous mettre en commun pour réflexion beaucoup plus tard ».

Tidiane Diallo

Alpha Amadou Diallo

Adéquation formation-emploi

La ministre Diaka Sidibé fait une importance annonce

La patronne du département de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation a annoncé l'organisation les 26, 27 et 28 janvier, des journées de concertation et de formation au cours d'une conférence de presse qu'elle a animée ce vendredi, 14 janvier.



« Cartographie de filières et programmes de formation en République de Guinée, quel programme pour l'employabilité des diplômés issus de l'enseignement supérieur ». C'est le thème de la rencontre qui durera trois jours. L'initiative vise, selon les organisateurs, à impliquer les secteurs socio-

économiques dans la définition des compétences de formation, le suivi-évaluation ainsi que le financement direct et indirect des programmes de formation de l'enseignement supérieur.

« Selon l'autorité nationale d'assurance qualité (ANAQ), notre pays compte

aujourd'hui près de soixante-huit programmes de formation, répartis dans quarante-neuf institutions d'enseignement supérieur dont dix-sept publiques. Selon les chiffres compilés avec le bureau de stratégies et du développement du

ministère, ces programmes mettent, chaque année, sur le marché de l'emploi, plus de vingt-cinq mille, huit-cent soixante-six (25.866) diplômés dont cinq mille neuf cent cinquante-huit (5.958) filles qui peinent à trouver un emploi ou à créer leurs propres entreprises très malheureusement, pour des raisons probables d'inéquation entre la formation et les besoins des entreprises », a déploré Diaka Sidibé, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation.

Justement, c'est pour résoudre ce paradoxe à travers la recherche des pistes de solution, poursuit Diaka Sidibé, que le département de l'enseignement supérieur organise ces journées de concertation. La démarche sert, selon elle, à définir les bases profondes de

l'employabilité des jeunes de Guinée.

« Pour réussir ce pari, cet événement doit s'inscrire dans la durée. Lui donner une régularité et récolter les fruits de nombreuses réformes engagées dans le domaine de l'enseignement supérieur. Ces journées de concertation ne seront profitables dans la seule condition d'en trouver des pistes de solutions et de les inscrire dans un processus d'amélioration continue de nos programmes de formation universitaire », a dit le ministre Diaka Sidibé.

A noter que ces journées de concertation sur la cartographie de filières et programmes de formation en République de Guinée se tiendront les 26, 27 et 28 janvier prochain au chapiteau du palais.

Mamadou KOUYATÉ

Guinée

8 coalitions politiques forment un forum et boudent L'ANAD-UFDG

La classe politique Guinéenne est loin de conjuguer le même verbe. Vingt-quatre heures après sa dernière rencontre sans parvenir à trouver une issue favorable pour le poste du porte-parolat. Le collectif des partis politiques (CPP) s'est réuni à nouveau ce mardi 18 janvier 2022 au siège de l'UFR pour former un forum des partis politiques afin de regarder dans la même direction. Ils sont entre autres : du FNDC politique, la CPR, la COPED, l'AD, la CPA, l'APAD, la COPAM et GDE-CODEG, dirigé par Sidya Touré et Dr Ousmane Kaba, l'ANAD et l'UFDG ont été mis de côté.

Au sortir de cette réunion qui s'est tenue à huis clos, Aliou Bah interrogé sur le sujet est revenu la raison de la création de cette entité politique : « nous voulons poursuivre les travaux sur les différentes thématiques que nous avons identifiées pour apporter notre contribution à la bonne marche de la transition. Ce sont des thématiques en rapport avec la constitution, l'organe de gestion des élections, le fichier électoral, le chronogramme et la durée de la transition entre

autres. Nous avons constitué des commissions qui sont en train de travailler afin de rendre public et de déposer aux autorités de transition, les différentes propositions qui sont formulées par les uns et par les autres » a souligné le leader du MoDeL.

De son côté, le président de l'Union des forces républicaines (UFR) et membre du FNDC politique indique : « Nous nous sommes réunis ici, en huit coalitions politiques. Et nous avons constitué un forum



des partis politiques. L'objectif est de travailler sur les cinq (05) thèmes qu'il vient de citer. Une fois qu'on a fini de déposer nos propres rapports, nous

allons répartir vers les autres pour dire est-ce que nous avons les mêmes points de vue sur la constitution, sur le fichier électoral. D'une façon ou

d'une autre, nous allons nous retrouver puisque les thèmes sont les mêmes » a conclu Sidya Touré.

Amadou Tidiane Diallo

Création du FPP

Aliou Bah à la défensive !

Aliou Bah était l'invité de FIM FM dans son émission fétiche "Mirador", le jeudi, 20 janvier 2022. Dans cet entretien, le président du parti MoDeL explique les raisons de la création du Forum des partis politiques en opposition au Collectif des partis politiques. Pour Aliou Bah le porte-parolat n'a aucun sens dans une plate-forme de discussion et de concertation.

A en croire le leader du MoDeL, une classe politique est sensée être divergente et contradictoire. « Nous sommes dans un contexte où les cartes politiques ont été redistribués, à parti de là, il y a une guerre de positionnement. Chacun estime que son heure est arrivée, on a plus de chance, il n'y a pas de président en exercice. Après l'arrivée du CNRD, la classe politique était divisée, tout le monde était dans les positions les plus extrêmes. Il y avait les uns qui étaient avec les anciens régimes, il y avait des autres qui avaient des positions radicales, il fallait rapprocher les positions, ainsi les efforts ont été fournis. On a créé cette plate-forme, l'objectif c'était de faire en sorte que tout le monde se mette ensemble pour essayer de réfléchir sur 5 thématiques : les questions constitutionnelles, les questions du fichier



électoral, la durée de la transition etc... On s'est dit : au sein de la classe politique, il y a plusieurs compétences. On peut les mettre ensemble à travers des commissions », a rappelé Aliou Bah.

« Lorsque poursuit-il, certains ont commencé à proposer une structuration : avoir un porte-parolat, avoir une charte d'éthique, avoir un président, une sorte de boussole, je fais partie des premiers qui avaient émis des réserves par rapport à ça, individuellement aux

différents leaders et collectivement dans nos réunions, j'ai dit : attention ! C'est un facteur de division, parce que dès qu'on va parler de ça, on connaît le problème d'égo dans notre pays. On sait aussi les rivalités qui existent entre les acteurs politiques, ce qui est normal, ce n'est pas de l'animosité. Le pouvoir c'est un fauteuil, ce n'est pas un banc, il n'y a qu'un seul qui va s'asseoir dessus, bien entendu c'est le peuple qui va l'aider à s'asseoir dessus.

Alors nous nous sommes dits, puisque c'est une structure formelle, c'est une plate-forme de discussion, de concertation, on n'a pas besoin

nécessairement d'avoir une hiérarchie de commandement, parce que dès qu'on va le faire, les uns et les autres vont se sentir négligés, d'autres vont se sentir dominés, d'autres vont se sentir dominants. Et quand c'est comme ça, on fait tout de suite ce qui ne devrait pas être et puis, on est programmé pour un processus très court, après la classe politique va se disperser, après maintenant les gens vont nouer les alliances lorsqu'on aura une visibilité sur le calendrier électoral, mais en attendant ce n'est pas une alliance, ce n'est pas une coalition.

Maintenant certains ont voulu cette idée de porte-parole et de

hiérarchisation, d'autres ne l'ont pas voulu, c'est notre plein droit. Nous nous sommes dits alors puisque ça divise et que les uns et les autres ne sont pas d'accord sur le cadre du travail, on se sépare, les uns travaillent d'un côté, les autres travaillent d'un autre côté, on remet ensemble ce qu'on a de fond à proposer, on essaye d'harmoniser ça afin de présenter ça aux autorités de la transition, c'est cette chose simple qui est devenu un problème d'Etat.

C'est ce qui a d'ailleurs amené cette polémique, je pense qu'il y a eu des ratés de communication de la part de certains parce que dès que ça s'est posé, on a ramené tout de suite à une histoire de personne. Certains ont commencé à dire non, parce que c'est tel, moi je n'aime, non parce ce n'est pas tel, moi je n'aime pas. Alors que ce qu'on dit : c'est une question de principe. Même si c'est un ange qu'on allait envoyer pour dire soyer le porte-parole, moi Aliou, j'allais dire : le principe n'est pas bon, je vous assure ce n'est pas un problème de personne », a conclu le président du parti MoDeL.

Alpha Amadou Diallo

Affaire de Détournement des fonds publics

Neuf directeurs généraux limogés et poursuivis...

Le président de la Transition ne se limite pas à des menaces ! Il exécute également. Le Colonel Mamadi Doumbouya a procédé au limogage de plusieurs hauts cadres pour des faits de corruption. Trois jours après avoir été indexé par le procureur général près la Cour d'Appel de Conakry, dans des dossiers dits de malversation financière, de faux et usage de faux, et faux en écriture, le chef de l'État n'a pas attendu longtemps pour les d'émettre de leurs fonctions.

Il s'agit de neuf (09) Directeurs de services publics dont celui de l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC) pour des faits présumés de détournement de deniers publics, usage de faux en écriture publique et complicité

par devant la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF) Ci-dessous la liste complète
1- Agence Nationale de Lutte contre la Corruption et Promotion de la Bonne Gouvernance : M.

Sékou Mohamed Sylla, Directeur général
2- Fonds d'Appui à la Promotion du Gaz Butane : M. Moussa Diallo, Directeur général
3- Office National de la Promotion de l'Artisanat : M. Kaba Diakité, Directeur général
4- Administration et Contrôle des Grands Projets : M. Famoudou Kourouma,

Administrateur général
5- Agence Guinéenne pour le Financement du Logement : M. Cheick Souaré, Directeur général
6- Projet d'Interconnexion Electrique : M. Mamadi Kakoro : Directeur général
7- Bureau Guinéen du Droit d'Auteur : M. Abass Bangoura, Directeur général
8- Fonds National de

l'Urbanisme et de l'Habitat : M. Aboubacar Sidiki Dounoh : Directeur général
9- Agence Nationale de Promotion Rurale et du Conseil Agricole : M. Aly Condé, Directeur général

Amadou Tidiane Diallo

Pendaisons de 1971

CORED

Voici le message de hadja Halimatou Dalein

Ce mardi 25 janvier 2022 marque l'an 51 de la vague de pendaison de 1971, sous le régime Sékou Touré. A l'occasion de cette commémoration, l'Association des victimes du camp Boiro (AVCB) a organisé une cérémonie de lecture du Saint Coran chez Feu Diallo Telly. Présente à cette cérémonie, Hadja Halimatou Dalein Diallo, fille de Dr Alpha Oumar Diallo, a plaidé auprès des nouvelles autorités pour la réhabilitation des victimes.



« Mon papa Docteur Alpha Oumar Diallo a fait le camp Boiro pendant 4 ans. Il était sorti vivant mais quelque temps après, les séquelles l'ont emporté parce qu'il avait été torturé. Nous sommes très tristes. Ce n'est pas nous les victimes, qui devons demander pardon. Ceux qui doivent le faire, je pense que c'est le moment. Nous entendons parler de réconciliation et de paix, ceux qui le disent, ce sont eux qui doivent demander pardon. Nous attendons toujours la réhabilitation de nos parents et qu'ils soient reconnus parce qu'ils ont été des cadres dans ce pays. Nous ne nous arrêterons pas et après nous, nos enfants vont continuer. Le camp Boiro et le pont 8 novembre, représentent des lieux de

tristesse pour nous. Nous allons toujours nous recueillir parce que nous savons qu'il y a des fosses communes au camp Boiro et des pendaisons au pont 8 novembre. Nous sommes des croyants si le gouvernement entame des pardons, nous allons pardonner. Nous n'attendons que ça. En Guinée, nous voulons une réconciliation, rassembler ce pays. Nous ne le faisons pas pour une personne ou un parti mais pour que la Guinée soit comme nos pays voisins. C'est ça l'objectif et ce n'est pas des intérêts cachés ou personnels. Nous voulons que tous les Guinéens soient réunis au tour d'un même idéal », a plaidé Hadja Halimatou Dalein Diallo.

Amadou Tidiane Diallo

Le MPDG de Siaka Barry jette l'éponge

Rien ne va à la CORED dirigée par Mamadou Sylla. En une semaine trois formations politiques ont claqué la porte. Après les départs du GDE d'Aboubacar Soumah et de la GeCi de Fodé Mohamed Soumah, c'est au tour du MPDG de Siaka Barry de jeter l'éponge. A travers un courrier transmis, ce lundi 24 janvier 2022, au président de la CORED, Siaka Barry justifie ce retrait par le positionnement politique actuel de cette coalition qu'il juge non conforme aux vues du MPDG.

Par ailleurs, l'ancien Ministre des sports rassure tout de même poursuivre son combat révolutionnaire avec d'autres formations politiques stratégiquement plus proches de ses démarches et plus conformes à ses aspirations

Ci-dessus ledit courrier

Conakry le 24 Janvier 2022

A Monsieur le Président de la CORED

Objet: lettre de retrait

Monsieur le Président

Notre parti, le Mouvement Populaire Démocratique de Guinée (MPDG), au lendemain des élections législatives de mars 2020, a établi une alliance parlementaire avec l'UDG et d'autres partis politiques afin de participer efficacement

aux débats de la 9e législature. Cette alliance s'est muée plus tard en une coalition politique dénommée CORED, en s'élargissant à plusieurs autres alliés dans le contexte de la nouvelle transition.

Après avoir observé plusieurs mois après sa création, les activités et le fonctionnement de la CORED, et constatant avec amertume son positionnement politique actuel non conforme à nos vues, nous sommes au regret de vous notifier au nom du MPDG, le retrait avec effet immédiat, de notre parti de ladite coalition.

Nous vous prions de bien vouloir noter que ce retrait entraînera de facto la rupture de toutes les

alliances contractées en notre nom avec toute autre entité politique, notamment celle établie avec le CPP (Collectif des Partis Politiques) et ses alliés.

Notre parti le MPDG, fidèle à sa vocation patriotique, entend poursuivre son combat révolutionnaire avec d'autres formations politiques stratégiquement plus proches de nos démarches et plus conformes à nos aspirations.

Tout en souhaitant bonne chance à votre coalition, nous vous prions d'agréer Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Président du MPDG
M. Siaka BARRY

Alpha Condé s'exprime

« Il est urgent pour moi d'aller me faire soigner »

L'ex-président Alpha CONDÉ a quitté Conakry lundi 17 janvier suite à une autorisation des nouvelles autorités pour se rendre aux Émirats Arabes Unis pour des soins médicaux. Cette autorisation c'est en accord avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Peu avant son départ, le président déchu s'est exprimé au micro de la Télévision nationale. Assis au salon de la résidence de son épouse sise à Landreah, dans la commune de Dixinn, le Pr Alpha CONDÉ a affirmé : « Il est urgent pour moi d'aller me faire soigner. C'est ma préoccupation. Les conditions de là-bas (Abu Dhabi) que je connais bien, je suis sûr d'être bien

soigné » a-t-il expliqué.

Par ailleurs, son médecin traitant déclare que le leader du RPG Arc-en-ciel a été bien traité depuis qu'il a été évincé du pouvoir le 5 septembre dernier. « Depuis qu'il a été enlevé du pouvoir, je suis avec lui. Il faut reconnaître qu'il a été bien traité. Les jeunes qui sont à ses côtés sont

devenus comme ses enfants. Il n'a pas été maltraité. Tout ce qu'il demande, on lui donne. C'est ce que j'ai beaucoup aimé », a témoigné Général M'Bemba KABA, médecin soignant de l'ancien locataire de Sekhoutoureyah.

Amadou Tidiane Diallo

Salaires réclamés par les ex-députés

«À un moment donné, ça semblait être en bonne voie...», confie Boubacar Siddighy Diallo



Près de six mois après la dissolution de l'Assemblée nationale, une dizaine de députés continuent de réclamer le salaire de la dernière session avant le coup du 5 septembre 2020. L'ex député Boubacar Siddighy Diallo croit toujours à l'engagement des nouvelles autorités à la tête le colonel Mamadi Doumbouya d'appliquer le droit.

Actuellement hors du pays, le président de l'UMP promet à son retour au bercail, d'essayer de rencontrer ses collègues afin de discuter comment réclamer leur salaire. Puisque selon lui, il n'est pas question de laisser tomber alors qu'ils ont travaillé. « Moi je ne suis pas là-bas, mais à mon retour on va essayer de voir ce qu'il faut. Mais on va réclamer ça. Ça c'est sûr, par ce que c'est un travail qu'on a effectué, donc on va réclamer. A un moment ça semblait être en bonne voie. Je pense qu'ils attendent la mise en place du CNT pour qu'ils règlent tout ça. Parce que c'est au budget du CNT qu'ils vont enlever. Cela fait six mois, mais ces gens-là ne sont

pas pressés», indique-t-il.

Malgré le retard pris pour la mise en place du Conseil National de la Transition (CNT), le président de l'UMP est optimiste quant au paiement de leur salaire. Même si cela prendra encore du temps. « C'est nous qui avons travaillé. C'est notre argent. On peut dire on renonce, qu'on le laisse où on le jette. Donc qu'ils le donnent ou pas, ça dépendra de chacun, est-ce que chacun réclamera ou pas. Pour qu'on puisse savoir qui est ce qu'on va faire de façon générale, il faut qu'on se comprenne. Moi seul je ne peux pas dire ce qu'on va faire. Je n'ai pas consulté les autres pour savoir en dernier ressort qui est ce qu'ils comptent faire. Là, ce que je dis n'engage que moi. Et je pense que s'ils promettent de donner chacun ses droits, notre droit ce qu'on a travaillé et on mérite salaire. S'ils ne nous paient pas ce n'est pas compréhensible. Ça ne serait pas du droit », lâche Boubacar Siddighy Diallo lors d'un entretien accordé à notre rédaction, le samedi 23 janvier 2022.

Amadou

Alpha Condé à Abu Dhabi pour des soins médicaux

Le RPG Arc-en-ciel s'en réjouit !

A travers un communiqué rendu public dans l'après-midi du mercredi 19 janvier 2022, le RPG Arc-en-ciel et ses alliés, ont indiqué avoir suivi avec beaucoup de soulagement, cette décision prise par les autorités guinéennes et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Ils ont profité de la même occasion pour remercier les autorités du CNRD, la CEDEAO, l'UA, les Nations-Unies, les autorités du pays d'accueil, les entités et les personnes, «qui ont contribué de près ou de loin à la mise en œuvre de cette décision», disent-ils.

Par ailleurs, le RPG Arc-en-



ciel et alliés ont dans leur communiqué renouvelé leur engagement à participer «pleinement» au processus de transition et ce, «dans un

esprit de dialogue, de paix et de considération institutionnelle de la démocratie.»

Amadou Tidiane Diallo

L'hommage de Dalein à Aminata Touré

« Elle était d'une humilité qui forçait l'estime »



Le décès de la mairesse de Kaloum ne laisse pas indifférents les leaders politiques qui l'ont connue. Le président de l'UFDG a salué la bravoure de cette dame qui est « restée toute sa vie durant fidèle à ses valeurs ». Un décès survenu le mercredi 12 Janvier 2022 au Maroc des suites d'une longue maladie.

« C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès de Mme Aminata Touré, maire de la Commune de Kaloum. J'ai

connu Amie Touré au Lycée de Labé qu'elle fréquentait en même temps que moi au début des années 70. Bien que fille aînée du PRG, Amie était studieuse, respectueuse et d'une humilité qui forçait l'estime

aussi bien des élèves que des professeurs de l'établissement. Je crois qu'elle est restée toute sa vie durant fidèle à ses valeurs. Que la terre de Guinée lui soit légère et qu'Allah l'accueille dans Son Paradis Éternel. Amine », a posté Cellou Dalein Diallo sur sa page Facebook.

Il faut rappeler que Mme Camara Aminata Touré est morte à l'âge de 69 ans, laissant derrière elle 5 enfants. La fille aînée du premier président de la Guinée indépendante a été élue à la mairie de Kaloum à l'occasion des élections communales de 2018, sous la bannière de Kaloum Yigui sur une candidature indépendante.

Amadou Tidiane Diallo

L'indépendant

L'information en toute indépendance

Guinée

Une ONG se lance dans la lutte contre les accidents infantiles

Les membres de l'ONG, Éducation des femmes et enfants pour leur émancipation (EDU-FEEM), face à la presse ce mardi à Conakry, ont lancé officiellement le projet ADR (Ami des routes).



Ce projet vise à faire une campagne de sensibilisation à l'endroit des enfants et d'autres usagers de la route, afin d'amoinir les accidents infantiles.

D'après Saran Diaby, « ADR (Ami des routes) est un projet de sensibilisation et d'information des enfants sur les codes basiques de la sécurité routière. Parce que nous estimons que les enfants, ils sont libres de circuler et en toute sécurité. Mais sans information, c'est un peu difficile. Nous

voulons alors contribuer pour une année scolaire sans accident de la route ».

« Le projet est à plusieurs niveaux : on a une sensibilisation scolaire qui vise dix écoles, ça se passera aux abords des écoles, pour toucher le maximum d'enfants afin qu'ils soient informés à la rentrée et à la sortie des classes. Mais aussi, elle sera élargie au niveau des usagers de la route, dans les gares routières, les motos taxi, les minibus, les

voitures personnelles, parce que c'est vraiment cet ensemble-là. Parce que je pense que si tout le monde respecte les codes de la sécurité routière, on va pouvoir palier à ce problème », a-t-elle ensuite expliqué.

Enfin, elle a indiqué que « pour cette phase pilote, c'est seulement Conakry et la seconde phase, ça va être à l'intérieur du pays ».

Abdou Lory Sylla

Koubia/Pillimini

Un bébé de sept mois calciné dans un incendie



Un sinistre non des moindres, s'est produit dimanche 23 janvier 2022 à Dow-Sougué, sous-préfecture de Pillimini, préfecture de Koubia. Selon nos informations, tout est déclaré dans une maison familiale, dans laquelle était un nouveau-né de sept mois du nom de Mamadou Korka Diallo. Le bébé a été calciné par les flammes, cette information a été rendue publique ce lundi par le commandant de la gendarmerie territoriale de Pillimini.

« J'ai été informé par le maire, me disant qu'une maison a pris feu, dans un village appelé Dow-sougue. J'ai déployé une équipe mixte composée de gardes forestiers, le commissaire de police et un agent de

santé. Nous nous sommes rendus sur les lieux, nous avons commencé les enquêtes. D'après les premières informations recueillies auprès de la famille, la mère du défunt a laissé son enfant dans la maison pour aller puiser de l'eau. Elle a été alertée par les cris de détresse du voisinage. A son retour, le feu avait fini de réduire presque la maison en cendre. Le feu a été déclenché par un panneau solaire installé à la maison par défaut d'onduleur. D'après un électricien, c'est ce qui a provoqué un court-circuit » explique le commandant Kolié.

Aux dernières nouvelles le corps a été restitué à la famille qui a procédé à l'enterrement le même jour.

Mediaguinee.com

CAN. Après l'élimination du Syli, Kaba se console

« On est une équipe jeune, on apprend »

Contre toute attente, le Syli national de Guinée a été éliminé, ce lundi, par les Scorpions de la Gambie de la CAN 2021. Avec une forte domination et plusieurs occasions manquées, les poulains de Kaba Diawara se sont faits surprendre encaissant l'unique but de la rencontre.

Visiblement déçu au terme de ce match, le sélectionneur guinéen s'est prononcé en ses mots : « Ba ! On a perdu on a essayé de mettre le plan de jeux en place on a eu des occasions qu'on n'a pas mis au fond. Et comme d'habitude, quand on n'est pas efficace on finit par encaisser. On a essayé de pousser après, on a fait quelques changements, mais bon voilà, la Gambie on ne peut que la féliciter, elle a joué grandement sa

chance. Ils ont cru en eux et ils ont gagné. »

Parlant de l'absence de son capitaine Naby Keita (suspendu) et d'Issiaga Sylla (Blessé), Kaba Diawara a déclaré : « c'est vraiment que deux joueurs importants de notre équipe étaient absents. On avait mis des garçons pour les remplacer et on a eu des occasions, mais il fallait être efficaces pour gagner, on ne l'a pas été. Mais on ne va pas se cacher derrière ça. Ça fait partie du football, on est une

équipe jeune, on apprend. »

De son côté, le capitaine guinéen du jour, Amadou Diawara a reconnu : « on a manqué d'agressivité au début et vu qu'il n'y a de petites équipes dans cette compétition, dès qu'on fait une erreur on te corrige. On voulait aller le plus loin possible mais on n'a pas pu, on a quand même des regrets. Cela va nous servir de leçon pour la prochaine fois. »

A noter que ça fait la sixième fois successivement que le



Syli national se fait éliminer à la CAN, dès son premier match des phases à élimination directe (soit en

huitièmes ou quarts de finale).

Guinee7.com

Événements de Macenta

Un accusé condamné à 30 ans de réclusion criminelle

Un seul des accusés est condamné à 30 ans de réclusion criminelle et d'autres relaxés après avoir passé deux ans en prison.



Démarré au mois de décembre 2021, le verdict des audiences criminelles des événements meurtriers survenus à Macenta entre Toma et Manian est tombé ce mardi.

Tous les accusés doivent être libérés après avoir passé deux ans en prison, car beaucoup ont été condamnés à un an de prison à l'exception de Kagbé Mamady qui a été reconnu coupable des faits qui lui sont reprochés.

Il a été condamné à 30 ans de réclusion criminelle.

Il était accusé pour assassinat, incendie volontaire, détention illégale d'arme à feu et coups et blessures volontaires.

Une sentence dont s'est réjoui le procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Macenta, Mamadou Bhoie Diallo.

«Le tribunal a rendu une décision qui nous a réconforté. C'est ça la beauté de la justice. On ne veut pas qu'un innocent soit condamné et qu'un coupable aussi n'échappe, c'est ça qui a été fait. Quant à moi, il y a eu justice dans cette affaire. En ma qualité de Procureur près le tribunal de première instance de Macenta, je crois que cette décision va décourager d'éventuels candidats à la commission des mêmes faits. Le parquet de Macenta est là pour

veiller sur tout ça, pour éviter que la paix et l'ordre public ne soient menacés sur le sol de Macenta. Bon nombre des accusés qui sont en fuite et la plupart de ceux qui étaient en prison ont été envoyés pour des fins de non poursuite. Le tribunal n'a rien retenu contre eux. On va aller à la maison centrale pour décanter parce que certains ont été condamnés pour un an de prison. Nous allons voir leurs mandats de dépôt, on saura qui doit sortir et qui doit rester». Précise le procureur de Macenta.

Il faut noter que parmi les accusés, trois avaient trouvé la mort lors de la détention.

Amara Souza Soumaoro

Choix des membres du CN

Boubacar Diallo crie à la trahison

Comme dans d'autres régions de la Guinée, le candidat de la Moyenne Guinée qui avait été choisi après plusieurs concertations, ne s'est pas retrouvé sur la liste de ceux qui doivent représenter les jeunes au Conseil National de Transition (CNT).

Boubacar Diallo, comme c'est de lui qu'il s'agit, dit être surpris de cette décision des nouvelles autorités, qu'il accuse d'ailleurs d'avoir placé leurs hommes en lieu et place de ceux qui ont été choisis par la jeunesse.

« J'ai été très surpris et déçu. Car ce qui a été dit n'a pas été respecté. La place qui devait revenir à la jeunesse de la moyenne Guinée a été donnée à une autre personne. Ce n'est pas toute personne qui est considérée comme étant jeune dans ce pays parce qu'il y a des textes qui régissent cela. Par exemple, pour être jeune il faut être âgé entre 18 et 35 ans. Et si la personne choisie a plus de 35 ans, alors que nous savons tous qu'au début son âge l'empêchait de déposer sa candidature. Celui qui représente finalement la moyenne Guinée a plus de 35 ans, c'est ce qui veut dire qu'il ne respecte pas un des critères. Nous sommes vraiment surpris. Et puis la personne qui a été choisie faisait partie des témoins qui avaient confirmé que c'est moi qui avais gagné lorsque



nous nous sommes rendus à Mamou. Nous considérons cela comme une trahison pure et simple. Au début, nous avons cru au changement mais avec ce qui vient de se passer nous avons compris que nous étions en train de rêver. Nous qui n'avons pas les bras longs, avons été mis à l'écart. Connaissant celui qui est choisi et le ministre Mory Condé, vous saurez que les deux sont proches collaborateurs et ce, depuis plusieurs années », fustige Boubacar Diallo, initialement choisi pour représenter la jeunesse de la moyenne Guinée au CNT.

Aissatou Zawiya Diallo,
correspondante
régionale de
Mosaïqueguinee.com

Keamou Bogola

« La décision d'attribuer un seul siège au CNT à l'ANAD disqualifie d'office le MATD pour être un organisateur neutre des futures élections en Guinée »

En réaction à l'attribution d'un seul siège à l'ANAD au CNT, la coalition politique dirigée par Cellou Dalein Diallo y voit une manœuvre du ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation.

Le président de la commission communication

de l'ANAD estime qu'en agissant ainsi, le MATD dirigé par Mory Condé, perd tout crédit pour être un organisateur neutre des futures échéances électorales.

« Cette décision, dont le ministère doit justifier et non un autre leader politique

bénéficiaire de la décision, disqualifie d'office le MATD pour être un organisateur neutre des futures élections en Guinée », a indiqué Keamou Bogola Haba, membre de l'UGDD.

Mosaïqueguinee.com



Phénomène migratoire et droits des migrants

Enjeu majeur du vingt et unième siècle ! (Tribune)

« Mettre à profit le potentiel de la mobilité humaine » fut le thème de la Journée internationale des migrants le 18 décembre 2021, un thème positif avec un défi à relever qui reste entier et en présence de diverses approches oscillant entre répression drastique et gestion rationnelle. Cependant, tout porte à croire que le phénomène migratoire sera l'enjeu majeur du vingt et unième siècle. Nous allons brièvement circonscrire les contours du phénomène migratoire, souligner l'enjeu « droits humains » qui le sous-tend et terminer par le cas spécifique guinéen.

**Quels sont les contours du phénomène migratoire ?**

Les conflits armés asymétriques, le recul de la gouvernance démocratique, les difficultés économiques et les changements climatiques sont de plus en plus prégnants dans le

monde et ne sont pas sur le point de terminer. Tous les pays sont devenus à la fois des pays de départ, de transit et de destination. Au cœur du phénomène migratoire, se trouve le migrant. L'Organisation Internationale des

Migrations (OIM), l'institution des Nations Unies en charge de la question, définit le migrant comme « toute personne qui quitte son lieu de résidence habituelle pour s'établir à titre temporaire ou permanent et pour diverses raisons, soit dans une autre région à l'intérieur d'un même pays, soit dans un autre pays, franchissant ainsi une frontière internationale. » En raison des enjeux d'ordre social, politique et économique que représente la migration, les Etats adoptent des approches diverses pour sa gestion. Assez souvent, ces approches ont pour tendance à freiner le phénomène migratoire, une tendance qui porte atteinte aux droits des principaux intéressés que sont les migrants.

Les droits des migrants, des droits humains à part entière

Les migrants, une fois dans le processus migratoire, font face à d'énormes difficultés qui touchent à leurs droits et en constituent des violations manifestes, du pays d'origine au pays de destination via le pays de transit. S'agissant du pays d'origine, très souvent, les difficultés économiques et d'ordre politique du potentiel migrant viennent de la non réalisation de leurs droits économiques et de la violation de leurs droits politiques. Dans les pays de transit, les conditions d'accès, de séjour et de sortie sont autant d'occasions de violations des droits des migrants tant directement par les autorités étatiques qu'indirectement par des réseaux de trafiquants qui sévissent sur les routes migratoires. Les pays de destinations n'offrent pas non plus de répit au migrant, en situation d'extrême vulnérabilité. L'accès à un statut permettant de jouir à des conditions permettant un niveau de vie suffisant est souvent long et semé d'embûches. C'est pour toutes ses raisons que les normes, institutions et mécanismes internationaux insistent sur une approche basée sur les droits humains dans les plans, politiques et programmes de gestion du phénomène migratoire. Le Pacte Mondial sur les Migrations sûres, ordonnées et régulières, dit Pacte de Marrakech, du 10 décembre 2018 abonde dans ce sens. A cet effet, le dit Pacte souligne qu'il est « fondé sur le droit international des droits de l'homme et respecte les principes de non-régression et de non-discrimination. En appliquant le Pacte mondial, nous veillons au respect, à la protection et à la réalisation des droits de l'homme de tous les migrants, quel que soit leur

statut migratoire, à tous les stades de la migration. »

La Guinée, un pays au cœur du débat migratoire

Par tradition, la Guinée a toujours été au cœur du débat migratoire. Elle est à la fois terre de migration et d'émigration, à l'instar de plusieurs pays. En raison des violations des droits de l'homme et de la dictature du premier régime, plusieurs guinéens ont pris le chemin de l'exil tant dans les pays de la sous-région qu'ailleurs dans le monde pour sauver leur vie et à la recherche d'un mieux-être. Cette tendance a certes continué de manière résiduelle de nos jours. Cependant, force est de reconnaître que ces dernières années, la migration des guinéens a pris une allure économique ; ce sont des jeunes qui fuient la pauvreté et l'absence d'opportunités qui prennent le tortueux et dangereux chemin des routes migratoires. On a encore en souvenir l'histoire de Fodé et Yaguine et leur émouvante lettre rappelant les motifs de leur voyage sans retour dans les soutes de l'avion, motifs purement d'ordre économique. Il est possible d'inverser cette tendance en offrant de réelles opportunités à cette jeunesse guinéenne – l'ultime richesse du pays – en termes de formation de qualité, d'emploi et d'auto-entrepreneuriat. En somme, dans le cadre d'appréhension du phénomène migratoire dans le monde, il y a une nécessité d'adopter une gestion efficace, concertée et fondée sur la protection des droits des migrants. Conakry, le 17 janvier 2022 -*Juris Guineensis* No 21.

Dr Thierno Souleymane BARRY,
Docteur en droit, Université Laval/
Université de Sherbrooke
(Canada)
Professeur de droit, Consultant et
Avocat à la Cour

Le colonel Doumbouya se souvient des soldats morts le 5 septembre**“Ils ne reviendront plus jamais”**

A de hauts cadres de l'administration qu'il a nommés la semaine dernière, le colonel Mamadi Doumbouya a rappelé que des soldats ont donné de leurs vies pour que la Guinée change. Le président de la transition a appelé les uns et les autres à leur rendre hommage en se mettant au service exécutif du pays.

Le 5 septembre, rappelle-t-il aux promus, “nous sommes allés à la mort pour la nation. Certains y ont perdu leurs vies et ne bénéficieront jamais de décrets. Ils ont pris un aller simple et ne reviendront plus jamais. D'autres n'auront pas votre âge. Leur sacrifice est très important pour le pays”.

Il espère que ces nouveaux directeurs seront à la hauteur des attentes. Il a rappelé que “c'est ensemble qu'on va y arriver. A chaque fois que vous devez décider, pensez à

ceux qui ont donné leurs vies. Pensez à nos enfants et petits-enfants. C'est à nous d'écrire l'histoire dès maintenant. Mettez vos personnes de côté”.

“La CRIEF est là, on sera sans état d'âme. On ne laissera personne faire de la Guinée ce qu'il veut”, prévient d'un ton ferme le colonel Doumbouya, tout en soulignant que “les réformes qui sont engagées, nous allons continuer. Rien ne nous arrêtera. Nous allons continuer parce que nous pensons qu'il faut changer

nos habitudes, c'est la meilleure chose pour notre pays”.

“Pensez à la CRIEF chaque matin, je serai sans état d'âme”, insiste-t-il encore, avant de conclure : “Vous avez été nommés pour sauver le pays. Ça vaut le coup d'aller à la mort pour sauver le pays. Mais sachez que la Guinée n'est pas un gâteau à se partager. Vous êtes là pour servir. Nous avons tous une dette morale envers le peuple de Guinée”.

Salimatou BALDE

Décès du Président IBK

IBK -Alpha Condé, parcours et destins instructifs (Abdoulaye Condé)

L'ancien Président Malien, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), est décédé ce dimanche 16 Janvier 2022 à Bamako. Cette triste fin est également un vrai choc pour le Président Alpha Condé et laisse un grand vide dans la solitude que vit l'ancien Président Guinéen.

Né le 29 janvier 1945 à Koutiala a été président de la République du Mali du 4 septembre 2013 au 18 août 2020.

Avant la magistrature suprême, il a occupé de nombreuses hautes fonctions politiques et administratives notamment de Premier ministre de 1994 à 2000 et de président de l'Assemblée nationale de 2002 à 2007.

Élu à la présidence de la République du pays en 2013, il est réélu en 2018, et a été victime d'un coup d'État en août 2020, dans un contexte de mouvements populaires de contestation de sa Gouvernance marquée par la trop forte implication de son fils, Karim Keïta dans les affaires d'état. Face à cette situation, le descendant de Soundjata Keïta, celui que les Maliens qualifient « d'homme fier » signe sa lettre de démission le 18 août 2020 depuis le camp de kati où il a été déporté par une garnison de militaires, avec son dernier Premier ministre, Boubou Cissé, et plusieurs hauts responsables politiques aux ordres de l'ancien Commandant des Forces Spéciales du Mali, le Colonel Assimi Goïta, le Chef de la junte devenu Président de la Transition.

Les Guinéens se souviennent certainement d'un acte de fermeté de l'homme à poigne qu'était le Président IBK. En 1996, alors qu'il était Premier Ministre, il s'oppose catégoriquement à une fouille que le chef d'escadre d'Air France d'alors voulait appliquer au Premier ministre Guinéen de l'époque, Sidya Touré qui se rendait à Paris à l'issue d'une visite de travail à Bamako.

Celui dont le grand-père est mort au front lors de bataille de Verdun en défendant la cause de la France s'oppose vigoureusement à cet ordre jugé dégradant pour un



Chef de Gouvernement, exige de faire monter Sidya Touré avec tous les honneurs qu'il mérite à bord, expulse le chef d'escadre en question dans le même vol, annule sa propre réservation à Air France et s'embarque dans SWISSAIR le lendemain pour une Mission en France.

Mais, c'est bien avec Alpha Condé que le défunt ancien Président Malien était proche.

Sa Gouvernance et la forme de sa chute ressemblent, toutes proportions gardées, à celles de l'ancien Président Guinéen, Alpha Condé qui était justement son « Grand » dont le fils, Alpha Mohamed Condé était aussi trop présent dans les affaires de l'état notamment minières, lui aussi déchu par le Commandant des Forces Spéciales de Guinée, le 05 septembre 2021, le Colonel Mamadi Doumbouya, également Président de la Transition depuis.

Comme son frère Guinéen à 15 ans, Ibrahima Boubacar Keïta part, lui à l'âge de 13, en France faire ses études secondaires au lycée Janson-de-Sailly à Paris avant la faculté des lettres de l'université de Dakar puis à l'université Panthéon-Sorbonne et à l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines (IHRIC), rattaché auprès de la même

université. Il est titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'un diplôme d'études approfondies en politique et relations internationales.

Sa fréquentation des milieux politiques de gauche radicale et de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, le lie d'amitié avec le Guinéen Alpha Condé avec lequel il crée une proximité familiale et politique solides. En 1993, en pleine campagne présidentielle en Guinée, Alpha Condé traverse les frontières et se fait recevoir en grande pompe à Bamako par Ibrahima Boubacar Keita à l'époque Premier Ministre du Président Alpha Konare, lui proche du Président Lansana Conté.

Les 2 anciens Présidents sont ou étaient si proches que l'ancien Président de l'ADEMA – PASJ, poussé à la porte de ce parti qui lui a refusé son investiture à la veille de la présidentielle Malienne de 2002 au terme du second et dernier mandat du Président Alpha Oumar Konaré, s'inspire de son mentor de la FEANF pour fonder son propre parti dénommé le RPM en référence au RPG d'Alpha Condé.

En 2010, IBK fait le déplacement de Conakry et participe activement à la campagne de son frère, Alpha Condé, candidat du RPG. Pour la victoire de ce

dernier et face au directeur adjoint de campagne, Naby Youssouf Kiridi Bangoura, IBK pousse l'émotion jusqu'à verser des larmes. Après la victoire du candidat du RPG, le nouveau Président Guinéen s'emploie également dans la campagne du candidat du RPM en 2013.

Réélus (IBK en 2018 pour un second, Alpha Condé en 2020 pour un 3ème), lors des scrutins présidentiels fortement contestés, les deux anciens Présidents ont aussi organisé, en pleine période de la pandémie de Covid-19 des élections explosives (législatives pour IBK; référendum, législatives et présidentielles pour Alpha Condé) qui ont accentué

les tensions sociopolitiques dans les 2 pays et exposé les 2 régimes à des mouvements et manifestations qui ont fait de nombreuses victimes de part et d'autre notamment en Guinée .

Pendant les mouvements de contestation avant la chute, Alpha Condé multiplie les efforts pour sauver en vain le régime de son frère IBK sans imaginer, un seul instant, qu'il allait subir un an plus tard le même sort fatal politique.

Aujourd'hui, écartés du pouvoir et reclus à eux-mêmes, les 2 anciens Hommes forts Guinéen et Malien sont si affaiblis qu'ils assistent impuissants à la définition de leur destin par 2 jeunes Colonels, anciens légionnaires qu'ils ont propulsé à la tête des Forces Spéciales finalement fatales pour leurs régimes. Il y a un peu plus de 10 ans, IBK et Alpha Condé enthousiasmaient les Guinéens et Maliens, aujourd'hui, leur triste fin politique est plutôt pathétique. Une autre leçon de l'histoire digne de méditation

VEUILLE ALLAH, NOTRE CRÉATEUR, accueillir IBK dans son éternel Paradis. Amen!

Abdoulaye Condé

Billet

Sékou Touré aimait à dire que « les enseignants sont les militants d'honneur de la révolution ». Ce à quoi ces derniers répondaient, en riant sous-cap, « oui, militants d'honneur mais sans bonheur ». Trente-cinq ans après sa mort, les enseignants continuent de tirer le diable par la queue.

Walaoulou BILIVOGUI

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com
Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Santé... Santé... Santé...

Variant Omicron : symptômes les plus fréquents, incubation, durée (suite)

Omicron donne lieu à des symptômes généralement bénins, avec moins d'hospitalisations. Trois fois plus contagieux que Delta, il pourrait toutefois mathématiquement saturer l'hôpital. En Europe, il pourrait toucher une personne sur deux d'ici mars selon l'OMS.

En Europe, Omicron va toucher plus d'un Européen sur deux d'ici deux mois, a indiqué le 11 janvier, l'OMS.

La propagation du variant Omicron va transformer le Covid-19 en une maladie endémique, a expliqué mardi Marco Cavaleri, chef de la stratégie vaccinale de L'Agence européenne des médicaments (EMA). «Avec l'augmentation de l'immunité dans la population - et avec Omicron, il y aura beaucoup d'immunité naturelle en plus de la vaccination - nous avancerons rapidement vers un scénario qui sera plus proche de l'endémicité», a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse, même si pour l'heure «nous ne devons pas oublier que nous sommes toujours dans une pandémie». Par ailleurs, ce spécialiste a remis en cause l'idée de multiplier les doses de rappel. «Si nous avons une stratégie dans laquelle nous donnons des rappels tous les quatre mois, nous finirons par avoir potentiellement des problèmes de réponse immunitaire», a déclaré Marco Cavaleri. «Et deuxièmement, il y a bien sûr le risque de lassitude de la population avec l'administration continue de doses de rappels.» Les pays devraient plutôt commencer à penser à espacer les rappels à des intervalles plus longs et à les administrer au début de l'hiver, comme le vaccin contre la grippe, a-t-il pointé.

Quelle est la durée d'incubation de Omicron ?

Un élément important du variant Omicron accélère sa circulation : sa durée d'incubation (le temps entre la contamination et l'apparition des symptômes) est plus courte, de l'ordre de trois jours au lieu de quatre à cinq avec Delta, a confirmé le professeur Arnaud Fontanet,



épidémiologiste à l'Institut Pasteur, lors d'une interview au Journal du Dimanche, le 2 janvier.

Ce délai d'incubation plus court, conjugué à l'augmentation exponentielle de l'incidence des personnes positives ont poussé le gouvernement à réduire la durée d'isolement des cas contacts et des personnes contaminées au Covid-19.

Le variant Omicron est-il moins dangereux que Delta ?

«Les investigations réalisées en France sur les premiers cas détectés d'infection par Omicron, ainsi que les premières données de surveillance», suggèrent une **moindre sévérité de l'infection par le variant Omicron**, confirme Santé Publique France, dans son bulletin daté du 6 janvier, confirmant ainsi les données internationales.

Les analyses préliminaires du Royaume-Uni, du Canada, des États-Unis et d'Israël suggèrent un risque d'hospitalisation réduit pour Omicron par rapport aux autres variants (de 56% à 81%), mais «ces données sont à interpréter avec précaution car les cas d'infection sont encore majoritairement observés chez une population jeune, et donc moins à risque», modère Santé Publique France.

En France, les données du réseau OSCOUR® montrent un taux d'hospitalisation après passage aux urgences pour suspicion de COVID-19 en baisse depuis deux semaines (36% en S52 vs 50% en S50). Elles suggèrent ainsi une moindre gravité des cas ayant eu recours aux urgences pour suspicion de COVID-19 sur les deux dernières semaines (au cours desquelles le variant Omicron est devenu majoritaire). «Cette interprétation précoce est à prendre avec prudence», souligne encore SPF.

Santé publique France et les Agences régionales de santé ont par ailleurs investigué 338 cas confirmés. La majorité était symptomatique (89%), mais de façon bénigne, ce qui peut être lié à l'âge des cas (médiane de 32 ans) et à la faible proportion d'entre eux qui présentaient des facteurs de risque (13%). Par ailleurs, 95% n'avaient pas reçu une dose de rappel. Seuls cinq cas ont été hospitalisés (soit 2%*), dont aucun en réanimation. Parmi eux, trois n'étaient pas vaccinés (dont un rapportant une précédente infection), et un était primo-vacciné avec une dose de rappel. Ces résultats préliminaires, qui doivent être interprétés avec prudence, «suggèrent toutefois une moindre sévérité de l'infection par Omicron, ce qui est cohérent

avec les analyses publiées par d'autres pays», selon Santé Publique France.

Début janvier, les données anglaises publiées avaient en effet confirmé les données sud-africaines : il y a trois fois moins de formes graves de la maladie avec Omicron qu'avec Delta.

«C'est un variant moins virulent, avec moins de formes sévères du Covid-19, expliquait le Pr Fontanet (Institut Pasteur) au JDD ce 2 janvier. Les médecins britanniques constatent que leurs patients Omicron ont moins souvent besoin de ventilation mécanique ; les durées de séjour à l'hôpital sont plus courtes.» La raison ? «Plusieurs études menées par des équipes de chercheurs réputées viennent de montrer que le variant Omicron se multiplie moins bien dans les cellules pulmonaires.»

En outre, le fait qu'Omicron infecte des personnes déjà vaccinées -donc mieux protégées des formes graves- explique cette moindre sévérité.

Pour résumer : pour l'heure, ce variant semble moins sévère que Delta. Mais sa transmissibilité accrue et la croissance exponentielle des cas qui en résultent inquiètent les scientifiques. Au final, ces derniers **pourraient l'emporter rapidement sur les avantages d'une moindre gravité et provoquer un**

grand nombre d'hospitalisations et de décès», avait alerté la directrice du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), Dr. Andrea Ammon.

Et de souligner l'importance de réintroduire rapidement les gestes barrière, en plus des campagnes de vaccination.

Omicron est-il plus contagieux ?

Oui, Omicron est beaucoup plus contagieux que Delta. Ce variant comporterait pas moins d'une trentaine de mutations, alors que le variant Beta n'en comptait que trois et que le Delta n'en comptait que deux. Et pour rappel, le variant delta qui circule en France présente uniquement la mutation L452R ce qui implique une augmentation de la transmissibilité du virus plus élevée (+50%).

Selon les études menées au Royaume-Uni et en Afrique du Sud, Omicron est environ 3 fois plus transmissible que Delta.

«**Nous savons qu'il présente 32 mutations**, insertions ou délétions de la protéine Spike dont notamment la mutation N501Y qui a été associée à l'augmentation de la transmissibilité des variants alpha, bêta et gamma», précise Santé Publique France.

Conséquence directe : la protection contre l'infection n'est plus que de 50 % deux mois après la deuxième dose, et diminue ensuite, avant de remonter à 70 % après un rappel, mais pour diminuer à nouveau ensuite. C'est ce qui explique que des clusters en population vaccinée ont été décrits en Norvège, au Danemark et aux îles Féroé.

(Suite à la prochaine parution)

Covid-19

Drones, ports 4.0, Facebook, mobile money... Les clés pour accélérer la vaccination en Afrique

Alors que la production de vaccins s'accroît, le continent doit combattre les goulots d'étranglement logistiques, économiques et politiques de la vaccination, avance Rabah Arezki, ex-chef économiste de la Banque africaine de développement (BAD).



Le taux moyen de vaccination sur le continent est décevant, avec environ 8 % des Africains complètement vaccinés. Cette moyenne masque de grands écarts d'un pays à l'autre. Alors que l'Île Maurice et le Maroc ont atteint des taux de vaccination complète de respectivement 72 et 61 %, ce chiffre demeure faible dans la grande majorité des autres nations, inférieur à 1% en République démocratique du Congo (RDC) et au Burundi par exemple.

Le nombre de cas d'infections au Covid-19 serait en augmentation mais le nombre de décès sur le continent reste relativement bas. Compte tenu de la faible capacité du secteur de la santé, y compris sur le volet de la prise en charge en soins intensifs, les systèmes sanitaires seraient presque immédiatement débordés si un variant s'avérait plus nocif que ce que le continent a connu jusqu'à présent. La vaccination est la seule option disponible pour éviter une catastrophe à venir sur le continent.

Malheureusement, plusieurs goulots d'étranglement font dérailler le chemin de l'Afrique vers l'objectif de 70 % de vaccination, qui ne sera atteint qu'à la fin de 2024 selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Au-delà des conséquences pour la population, ce manquement aura probablement des effets d'entraînement importants et négatifs sur le reste du monde, notamment en termes d'émergence de nouveaux variants plus contagieux.

Digitalisation des ports

Compte tenu de la montée en puissance rapide de la production et de la baisse lente mais régulière de la demande de vaccins dans les

pays avancés, la pénurie de doses à laquelle l'Afrique fait face est en train de reculer. La Fédération internationale des fabricants et associations pharmaceutiques (IFPMA) a déclaré que le taux de production a maintenant atteint 1,5 milliard de doses par mois. Cela signifie que plus de 24 milliards de doses de vaccins pourraient être produites d'ici juin 2022. C'est enfin une bonne nouvelle pour le continent.

La corruption dans les ports engendre retards et coûts supplémentaires, qui pourraient faire dérailler la campagne de vaccination

Mais, à mesure que la pression diminue sur la production, les goulots au niveau de la distribution – en raison d'une mauvaise logistique, du manque de personnel pour vacciner ou de défauts de commande – vont apparaître plus criants. Avec un risque de voir, in fine, de plus en plus de dons ou d'achats de vaccins retournés ou détruits. Les dirigeants du continent doivent donc être tenus responsables de leurs efforts pour encourager la vaccination et remédier à ces goulots d'étranglement nationaux.

Au-delà de la nécessité d'un meilleur partage d'informations sur les disponibilités et volumes des dons, il est absolument indispensable d'améliorer la logistique dans de nombreuses régions du continent. La corruption dans les ports engendre traditionnellement des retards importants et des coûts supplémentaires, qui pourraient faire dérailler la campagne de vaccination.

Au Mozambique, les difficultés

rencontrées dans l'infrastructure de Maputo fait que ce point d'entrée crucial n'a pas pu servir de plaque tournante de distribution pour les pays enclavés voisins. Accélérer la digitalisation des infrastructures, via notamment l'adoption de système électronique de gestion des flux, permettrait de suivre les doses de façon efficace.

Chaîne du froid et emballage

Autre grave écueil : l'insuffisance des chaînes du froid, responsable du gaspillage de 50 % de la nourriture produite aujourd'hui. Considérant que les vaccins doivent être réfrigérés, à très basse température pour certains, cela constitue une menace autre pour la vaccination. Le Ghana, par exemple, fait des livraisons par drones dans les zones isolées pour réduire les délais et besoins de réfrigération prolongée. Certains experts recommandent des investissements ciblés et stratégiques dans la chaîne de froid mais aussi dans l'optimisation des modes d'emballage des doses de vaccins.

Par ailleurs, le trop faible nombre de travailleurs en première ligne et l'insuffisance de leurs moyens est un autre point de tensions, auquel certains pays ont remédié en mobilisant des personnels médicaux de l'armée mais aussi des experts de la logistique. Pour rappel, le nombre moyen d'infirmier(ères) en Afrique subsaharienne se situe à un(e) pour 1 000 habitants, contre dix pour 1 000 au sein des pays de l'OCDE et 15 pour 1 000 en Amérique du Nord.

Il est l'heure de contre-attaquer sur le volet communication via une mobilisation de la classe politique

Alors que le taux d'urbanisation a rapidement augmenté sur le continent au cours des dernières décennies, il reste relativement

faible, ce qui rend plus difficile l'administration du vaccin. Six Africains subsahariens sur dix vivent encore en milieu rural contre seulement deux sur dix en Amérique latine. Pour atteindre des segments de la population dans les zones reculées, la Côte d'Ivoire a innové et a envoyé des cliniques mobiles par exemple. Développer ces initiatives à grande échelle serait salvateur pour le continent.

Paiement mobile

L'action contre la dernière barrière, l'hésitation vaccinale, est sans doute l'une des plus délicates. Alors que les médias sociaux sont devenus un vecteur de propagation de la désinformation sur les vaccins, ce phénomène qui n'a pas fait l'objet d'une réponse proportionnelle pour rassurer les citoyens. Pire, plusieurs dirigeants ont contribué à accroître le doute sur la vaccination. Il est l'heure de contre-attaquer sur le volet communication via une mobilisation de la classe politique mais aussi des stars du football et de la musique.

Enfin, une incitation financière pour les ménages les plus modestes pourrait stimuler la demande de vaccination tout en les soutenant durant cette période difficile. Ce coup de pouce monétaire – financé par les pays les plus riches, des fondations et entreprises ayant notamment des intérêts commerciaux sur le continent – pourrait être transféré directement via les téléphones portables afin de s'assurer qu'il bénéficie bien au destinataire prévu. Ce mécanisme serait triplement gagnant en réduisant les inégalités vaccinales, sauvant des vies et en renforçant les économies.

Par Rabah Arezki

Ancien économiste en chef de la BAD et Senior Fellow à Harvard Kennedy School of Government.

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Le colonel Doumbouya se souvient des soldats morts le 5 septembre

“Ils ne reviendront plus jamais”

A de hauts cadres de l'administration qu'il a nommés la semaine dernière, le colonel Mamadi Doumbouya a rappelé que des soldats ont donné de leurs vies pour que la Guinée change. Le président de la transition a appelé les uns et les autres à leur rendre hommage en se mettant au service exécutif du pays.



Le 5 septembre, rappelle-t-il aux promus, “nous sommes allés à la mort pour la nation. Certains y ont perdu leurs vies et ne bénéficieront jamais de décrets. Ils ont pris un aller simple et ne reviendront plus jamais. D'autres n'auront pas votre âge. Leur sacrifice est très important pour le pays”.

Il espère que ces nouveaux directeurs seront à la hauteur des attentes. Il a rappelé que “c'est ensemble qu'on va y arriver. A chaque fois que vous devez décider, pensez à ceux qui ont donné leurs vies. Pensez à nos enfants et petits-enfants. C'est à nous d'écrire l'histoire dès maintenant. Mettez vos personnes de côté”.

“La CRIEF est là, on sera sans état d'âme. On ne laissera personne faire

de la Guinée ce qu'il veut”, prévient d'un ton ferme le colonel Doumbouya, tout en soulignant que “les réformes qui sont engagées, nous allons continuer. Rien ne nous arrêtera. Nous allons continuer parce que nous pensons qu'il faut changer nos habitudes, c'est la meilleure chose pour notre pays”.

“Pensez à la CRIEF chaque matin, je serai sans état d'âme”, insiste-t-il encore, avant de conclure : “Vous avez été nommés pour sauver le pays. Ça vaut le coup d'aller à la mort pour sauver le pays. Mais sachez que la Guinée n'est pas un gâteau à se partager. Vous êtes là pour servir. Nous avons tous une dette morale envers le peuple de Guinée”.

Salimatou BALDE

Un ancien député appelle les membres du CNT à se “mettre au travail”

Ça y est ! Le Conseil national de la transition (CNT) a été mis en place avec à sa tête Dr Dansa Kourouma. Composée de 81 membres, l'institution jouera le rôle d'organe législatif transitoire.

Le coordinateur du Bloc de l'opposition constructive (BOC) se réjouit de la mise en place du CNT. Dr Ibrahima Sory Diallo affirme que les membres de l'organe doivent se mettre au travail dès maintenant.

“Nous sommes satisfaits de la mise en place du CNT malgré que cela a pris du temps. Ce qu'on attend des membres du CNT, c'est de commencer rapidement le travail en fixant l'orientation de la transition. On a beaucoup retardé. Il faut se mettre dès maintenant au travail”, propose-t-il.

“Le CNT est l'organe qui restait pour compléter la composante de la transition. Il y a eu pas mal de tractations pour la désignation des membres du CNT. Aujourd'hui, l'institution a été mise en place. La classe politique doit s'en réjouir”, souligne-t-il.

Cet ancien député estime que les critiques contre la nomination de Dr Dansa Kourouma à la présidence du CNT n'ont pas raison d'exister.

“C'est vrai que je n'ai pas les mêmes visions que Dansa Kourouma, mais ce qui est sûr, c'est une personne compétente, honnête. Si on l'assiste il peut bel et bien faire le travail. Il ne faut surtout pas voir la personne de Dansa Kourouma”, recommande-t-il.

VisionGuinee.Info



Programme des Nations Unies pour le Développement

Recrutement de plusieurs prestataires pour l'établissement de quatre (4) Accord Cadre (LTA) des services de maintenance, entretien et de réparation des véhicules du Système des Nations Unies en République de Guinée

Le PNUD Guinée (l'Administration, les projets DIM et NIM, et agences sœurs qui sont sous sa tutelle) capitalise approximativement plus de soixante (60) véhicules à son actif qui sont tous enregistrés au niveau du ministère des Transports de la République de Guinée, sous des immatriculations intitulées au nom du PNUD.

Si les véhicules immatriculés au nom d'autres agences du SNU sont inventoriés, le nombre serait vraiment considérable.

En vue de réaliser une gestion optimale de coûts, et de suivi des entretiens et réparations des dits véhicules, auprès de véritables sociétés professionnelles, et installées en République de Guinée, il s'avère nécessaire de procéder à la sélection de 4 sociétés qui pourront répondre aux attentes, non seulement du bureau du PNUD mais aussi de tout le système des Nations Unies. **VOIR TDR JOINT DANS LE DAO.**

MODALITES DE SOUMISSION :

Les cabinets intéressés sont priés de déposer leur proposition (Offre technique & financière) :

Par courriel à l'adresse : offres.gn@undp.org, ayant comme objet :

« « ITB-001-2022 pour le recrutement de plusieurs prestataires pour l'établissement de quatre (4) Accord Cadre (LTA) des services de maintenance, entretien et de réparation des véhicules du Système des Nations Unies en République de Guinée »

Les propositions doivent être adressées à :

Mr Boureima Younoussa, Représentant Résident Adjoint du PNUD en Guinée

Maison Commune des Nations Unies, Commune de Matam Coléah, Corniche Sud, Rue M002

La date limite du dépôt électronique des propositions est fixée : **Le 21 février 2022 à 00 heure, temps universel.**

Il est important de noter que :

- Chaque envoi ne doit pas dépasser 5MB ;
- La soumission en version physique sous plis fermé n'est pas acceptée
- Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique : offres.gn@undp.org ne sera pas prise en considération ;
- Ne sont appelées à candidater que les cabinets/structures (nationales ou internationales habilitées à travailler en Guinée)

Si vous avez besoin d'informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions à l'adresse suivante : **Abass Bangoura (courriel : abass.bangoura@undp.org)** avec copie à

Mamadou Aliou Diallo (courriel : aliou.mamadou.diallo@undp.org)

Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.

Les soumissionnaires intéressés sont priés de consulter la version intégrale du DAO à travers le lien :

Procurement notice : https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=87461; ou la retirer au siège du PNUD à Coleah (Unité Procurement).

Durée maximale prévue du contrat :

Trois (3) ans renouvelables une fois par prestataire sur une année complémentaire, soit au total quatre (4) ans. Sur la base de performances satisfaisantes (voir détails dans les TDRs).

Le PNUD attend avec intérêt votre soumission et vous remercie d'avance de l'attention que vous portez aux opportunités commerciales qu'il propose.

Les candidatures de prestataires qui intègrent la promotion du genre dans leurs activités sont très encouragées

« **Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.**

Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.

En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : jedenoncelacorruption.gn@undp.org »

GUINEE CONAKRY
1XBET

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable